



21 mars 2025

Un nouveau projet de loi qui modifie la Loi sur l'instruction publique

3. Plus du tiers des élèves québécois sont issus de l'immigration

Un nouveau [panorama montrant les données sur les élèves issus de l'immigration](#) a été ajouté au [tableau de bord de l'Éducation](#). Il révèle que [plus du tiers des élèves](#) sont des immigrants de première ou deuxième génération, soit qu'ils sont nés à l'étranger ou qu'un de leurs deux parents sont nés à l'étranger. 14% des élèves du Québec sont des immigrants de première génération.

2. Des services aux élèves en péril en raison des compressions budgétaires

Selon le Journal de Québec, le réseau [scolaire doit faire un effort budgétaire supplémentaire de 70 millions \\$](#) car Québec exige de récupérer des sommes qui avaient été versées dans le cadre du [plan de rattrapage scolaire](#) mis en place après la grève pendant l'année 2023-2024. Des écoles songent à suspendre des mesures d'aide aux élèves en difficulté, comme le tutorat, alors que les sommes réclamées auraient déjà été dépensées, selon des acteurs du réseau.

Pendant ce temps, [des millions destinés à rénover les écoles dorment](#) dans les coffres des centres de services scolaires, notamment en raison d'un manque de soumissionnaires et d'un manque de main-d'œuvre dans leurs équipes de ressources matérielles.

1. Dépôt d'un projet de loi pour notamment renforcer la laïcité dans le réseau scolaire

Le ministre de l'Éducation a déposé ce jeudi le [projet de loi 94, Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives](#).

En plus des dispositions mentionnées par les médias, telles que [l'obligation pour les élèves d'avoir le visage découvert](#), [l'élargissement de l'interdiction du port de signes religieux](#) et [l'évaluation annuelle des professeurs](#), le projet de loi prévoit aussi l'obligation pour les centres de services scolaires de se doter d'un code d'éthique applicable aux membres des conseils d'établissement.

Des consultations particulières auront lieu pour ce projet de loi.